



L'Arménie, une révolution au scénario très bien orchestré

Par [Karine Bechet-Golovko](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2018

[Russiepolitics](#) 30 avril 2018

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

L'Arménie est sur le point d'accomplir une nouvelle révolution, comme l'Ukraine, en moins radical, mais qui promet d'être tout aussi destructrice pour le pays. Revendications au départ sociales, finalement prise de pouvoir de la rue, d'une minorité politique « qui veut changer les choses », mais refuse de s'embarasser des règles démocratiques. Le 1er mai, le nouveau Premier ministre, l'homme fort du pays, doit être élu par le Parlement. Mais l'opposition de rue affirme déjà que si ce n'est pas son candidat, minoritaire, le mouvement ne sera plus pacifique. Comment a-t-on pu en arriver là? Retour sur la malédiction de l'espace post-soviétique.

Les contraintes spécifiques aux pays de l'espace post-soviétique et le cas arménien

Les pays de l'espace post-soviétique sont frappés de deux types de handicaps, qui freinent leur développement naturel: intérieures et géopolitiques. Qui sont liés.

Le système politique de ces pays n'arrive pas à prendre. Ils n'arrivent pas à développer un champ politique qui permette de mettre en évidence les véritables forces vives du pays. Les partis sont faibles, souvent personnalisés. La faiblesse de l'Etat est doublée par une administration dont l'efficacité laisse souvent à désirer et un envol socio-économique quelque peu relatif depuis la chute de l'Union Soviétique. Ce problème est renforcé par des dirigeants qui ont la plus grande difficulté à quitter le pouvoir. Le vide du système politique, objectif et (in)volontairement entretenu rendant chaque passation de pouvoir périlleuse.

Ces faiblesses ont été largement entretenues par les « conseillers » ès-démocratie, qui se sont emparés de ces pays au début des années 90 et dont l'effet positif à long terme des recommandations laisse perplexe. Ces pays sont passés de la tutelle soviétique à celle des Etat-Unis, soit directement soit par l'intermédiaire des organismes internationaux, l'Europe n'étant qu'une solution pragmatique (et géographique) de rechange pour beaucoup d'entre eux. Sur le plan institutionnel, l'on peut s'interroger, par exemple, sur la pertinence de modifier les régimes présidentiels de ces pays, ce qui correspond beaucoup plus à leur culture politique, en régime parlementaire lorsque les partis politiques sont si faibles.

Tel n'était pas le cas de l'Arménie. Son histoire et son implantation européenne, ses liens particulièrement forts avec la Russie, qui l'a toujours protégée des invasions diverses et variées de ses grands voisins, en ont fait un enjeu de taille pour le système atlantiste.

Ce n'est certainement pas pour rien que ce tout petit pays a l'une des plus grandes

ambassades américaines au monde. Ne pouvant jouer sur la radicalisation comme en Ukraine, les différentes tentatives de révolution ayant échoué et les liens avec la Russie étant trop puissants (pour l'instant), le jeu a été mené par l'intermédiaire de l'OSCE, en s'appuyant sur les faiblesses humaines et institutionnelles.

La manipulation de Serge Sargsian

Serge Sargsian, ce Premier ministre qui vient de démissionner sous la pression de la rue a, d'une certaine manière, creusé sa propre tombe politique. Et il a été largement aidé.

Leader charismatique, il est issu du combat politique pour le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, dont il a été le député à la fin des années 80. Dans les années 90, il occupe diverses fonctions ministérielles, notamment à la Sécurité nationale. Puis il est nommé chef de l'Etat-major, avant d'être ministre de la Défense en 2000 et Premier ministre en 2007. Elu Président en 2008 au premier tour avec 52,82% des voix. L'OSCE confirme que les élections sont conformes aux normes internationales, mais le candidat ne plaît pas, il représente le clan de la force, le clan « pro-russe », qui s'oppose à un règlement du conflit au Haut-Karabakh en faveur de l'Azerbaïdjan, comme le veut le clan américano-turc. En plus il est légitime, fort du soutien populaire, donc difficilement manipulable. Or, l'Arménie est un gros morceau, un morceau qui résiste. Un allié indéfectible de la Russie. Une rupture idéologique.

Une première révolution de couleur est tentée en [2008](#) dès l'élection à la fonction présidentielle de S. Sargsian, menée par le premier président arménien, Levon Ter-Petrosian, rejoint par Nikol Pachinian, à la tête de l'actuelle tentative de coup d'Etat. Mais à cette époque-là, le président Sargsian est fort, légitime, la révolution qui durera du 20 février au 1er mars sera réprimée et ses leaders poursuivis en justice, condamnés et incarcérés.

Comprenant que l'attaque frontale ne marchera pas en Arménie, la tactique change et se reporte sur le front institutionnel: *ce que tu ne peux détruire de l'extérieur, il faut l'infiltrer et le fissurer*. [L'OSCE](#) lance alors un monitoring des procès des opposants politiques et « découvre » des imperfections dans le système judiciaire en particulier et institutionnel en général. Un travail de sape est mis en place, le rouleau compresseur est lancé. Aucun système n'étant formellement parfait, il est toujours possible d'y travailler, la réalité de son fonctionnement n'intéressant pas les « réformateurs » européens « bien-intentionnés ».

Nikol Pachinian, leader de l'opposition, est alors condamné à 7 ans de prison. Mais des [mouvements](#) de rue sont régulièrement organisés et maintiennent une pression sur le pouvoir. En 2011, la libération des « prisonniers politiques » est demandée. Le pouvoir recule, Nikol Pachinian est libéré, il sera élu député en 2012 avec quelques autres opposants, très minoritaires au Parlement.

Le coup de génie de l'OSCE est de savoir exploiter au maximum les faiblesses humaines. Car pour qu'une mauvaise réforme prenne, il faut trouver l'individu au pouvoir qui peut y trouver son intérêt personnel. Serge Sargsian en est à son deuxième mandat et ne pourra être élu encore une fois. Or, il ne semble pas prêt à quitter le pouvoir. L'alternative se présente: mettre un autre candidat en poste ou bien changer les institutions et garder le pouvoir. Il a changé les institutions pour garder le pouvoir.

En 2014, il annonce alors la réforme constitutionnelle transformant l'Arménie en [République](#)

parlementaire, qui sera adoptée en 2015, mais dont l'entrée en vigueur est reportée de trois ans, c'est-à-dire au moment de la fin du deuxième mandat de Sargsian. Pour sa part, il promet de ne pas se [représenter](#) au poste de Premier ministre, qui détiendra alors le véritable pouvoir. Mais son parti remporte les législatives et il est élu Premier ministre par le Parlement en avril 2018. Ce fut l'erreur. Une erreur parfaitement exploitée.

La transformation de Nikol Pachinian en candidat « acceptable »

C'est alors que la colère gronde, elle est bien canalisée par l'opposition qui promet de vivre mieux, comme en Occident, mais sans aucun programme économique. Comme en Ukraine, les déclarations anti-russes en moins.

Nikol Pachinian à la tête du mouvement d'opposition a troqué son costume d'homme d'affaires occidental pour adopter celui du combattant du Haut-Karabakh, beaucoup plus populaire. Nous sommes passés de ça:



A ça:



Barbe de rigueur, casquette toujours vissée sur la tête, veste de camouflage, bref *le vrai baroudeur qui va sortir l'Arménie des difficultés*. Le Premier ministre Serge Sargsian a brusquement démissionné une semaine après son élection par les députés, mais ce n'est pas suffisant. Le Parlement « doit » nommer le candidat de la rue, c'est-à-dire Pachinian sous menace de faire dégénérer la situation.

Les leçons ont été tirées de l'Ukraine et de 2008. Pas de drapeaux étrangers - le mouvement doit être présenté comme « national », donc naturel. C'est ce que répète sans relâche Pachinian. Des garanties - verbales - également répétées en boucle affirmant que rien ne changera à l'égard de la Russie. Ce qui calme le voisin, et coupe toute possibilité de

réactions.

Logiquement des élections anticipées auraient dû être organisées suite à la démission du Premier ministre, ce qui aurait permis de régulièrement régler cette crise politique. *Mais la logique de la rue n'est pas une logique politique, c'est une logique « de guerre »*. Il faut remporter la victoire à n'importe quel prix, c'est le droit du plus fort, donc la négation du droit.

Le Parlement va se prononcer demain, 1er mai. Le pouvoir, faible, continue à reculer. Après la démission de Sargsian, le parti majoritaire au Parlement n'a pas présenté de candidat, « pour ne pas envenimer la situation ». Finalement, le pouvoir créé un vide politique que l'opposition remplit par la force. Les manifestants restent dans la rue, pour faire pression. Quelques dizaines de milliers contre tout un peuple. La minorité hurlante va-t-elle réussir à prendre le pouvoir ? L'Arménie va-t-elle perdre son instinct de survie?

Karine Bechet-Golovko

La source originale de cet article est [Russiepolitics](#)
Copyright © [Karine Bechet-Golovko](#), [Russiepolitics](#), 2018

Articles Par : [Karine Bechet-Golovko](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca